

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 février 2021

PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AE653

présenté par

M. Lecoq, M. Chassaigne, M. Brotherson, M. Bruneel, Mme Buffet, M. Dharréville, M. Dufrègne,
Mme Faucillon, M. Jumel, Mme Kéclard-Mondésir, Mme Lebon, M. Nilor, M. Peu,
M. Fabien Roussel, M. Serville et M. Wulfranc

ARTICLE PREMIER**CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Après l'alinéa 139, insérer l'alinéa suivant :

« La France s'engage à mettre en place une fiscalité adaptée aux entreprises du numérique via la définition dans la loi de la notion d'établissement stable pour les entreprises du numérique. L'État soutient la mise en place de ce dispositif partout dans le monde au sein des organisations internationales idoines. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement permet de revenir sur le travail de fond mené par les députés communistes contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. De nombreuses ONG, syndicats et partis politiques demandent la publication d'un reporting public afin de rendre transparent les agissements des multinationales. Tout comme la réflexion pour limiter l'évasion fiscale en empêchant une multinationale d'être aidée par l'État dès lors qu'elle déclare ses bénéficiaires ailleurs. Il faut impérativement rester ferme face aux pratiques des entreprises multinationales, et cette loi semble idéale pour nous rappeler que ce combat concerne tous les pays du monde, développés ou non.